

ENTRETIEN

economie.union@sonapresse.com

"Le Gabon soutient l'adoption de l'objectif de protection de 30 % des terres et des océans"

LE ministre des Eaux, des Forêts, de la Mer, de l'Environnement, chargé du Plan climat, des Objectifs de développement durable et du Plan d'affectation des terres, Lee White, estime qu'il nous appartient de transformer nos modes de vie, de production et de consommation.

Propos recueillis par Styve Claudel
ONDO MINKO
Libreville/Gabon

L'union. Monsieur le ministre, le thème choisi cette année pour célébrer la Journée mondiale de l'environnement est "la biodiversité, une source de préoccupation à la fois urgente et existentielle". De quoi s'agit-il ?

- Lee WHITE: La biodiversité est, comme son nom l'indique, la diversité de la vie. Sous ce vocable, on regroupe les espèces animales et végétales ainsi que leurs habitats. La biodiversité, depuis le Sommet de la terre en 1992, est un enjeu majeur de la protection de l'environnement. La communauté internationale lui a donc dédié une convention internationale qui, toutefois, au regard des données actuelles, n'a pas permis de stopper la destruction massive de la biodiversité par les activités humaines. L'urgence ici annoncée est donc liée aux rapports scientifiques publiés en 2019, qui montrent que nous faisons face à une extinction de masse, avec aujourd'hui plus de 1 million d'espèces à travers le monde qui sont menacées de disparition d'ici une décennie. Selon un rapport du WWF (Fonds mondial pour la nature, ndlr), paru en 2018, la planète a perdu 60 % des animaux sauvages. Les experts estiment que chaque jour voit disparaître à jamais cinq espèces propres aux forêts tropicales avec, à la clé, le risque d'une catastrophe écologique sans précédent, socialement et économiquement désastreuse.



Le ministre de l'Environnement, Lee White.

Dans le contexte actuel, nous voyons que la pression de l'homme sur certains animaux sauvages, comme le pangolin ou la chauve-souris, peut conduire au développement de zoonoses, tel que la Covid-19 qui est un virus d'origine animale.

Vous avez diligenté une campagne de sensibilisation sur l'importance de la préservation de la biodiversité...

- ...Le ministère de l'Environnement, à travers ses différents services, communique de différentes manières sur l'importance de cette thématique. La Journée mondiale de l'environnement nous donne l'opportunité de renforcer cette communication et, surtout, de mettre en évidence une thématique particulière. Toutefois, l'action de sensibilisation n'est efficace que lorsqu'un relais est assuré par différentes parties prenantes, pour atteindre le maximum de cibles. C'est la

raison pour laquelle il est important pour nous de collaborer avec le monde scientifique, universitaire, scolaire et associatif, pour amplifier nos messages. Cette année, nos actions ont particulièrement été revues, en raison de la Covid-19, afin de privilégier la communication digitale. Néanmoins, il convient de rappeler que notre pays, qui abrite une inestimable biodiversité, se doit de la protéger et d'en assurer la durabilité.

On dit souvent que le Gabon dispose d'une des plus riches biodiversités dans le monde. Qu'est-ce à dire ? Et comment est-elle gérée ?

- Nous l'oublions trop souvent, mais derrière le mot biodiversité, se cachent le poisson, la viande et les légumes que nous mangeons. Les habitats tels que les forêts et les savanes, qui font la beauté de notre pays. Mais également les cours d'eau qui

produisent l'énergie de nos barrages ou le bois qui fabrique nos mobiliers. Cela doit suffire à nous rappeler notre dépendance à la qualité de cette biodiversité, mais également l'implication de nos actions sur celle-ci. C'est pourquoi, le président de la République, Ali Bongo Ondimba, a engagé notre pays depuis 10 ans dans la consolidation et le renforcement des acquis de la politique environnementale de notre pays. Il s'agit de la lutte contre les changements climatiques, de la création des aires marines protégées et de la lutte contre les pollutions, afin de limiter l'impact du développement sur ce patrimoine. Aussi, au moment où la communauté internationale négocie la mise en place d'un nouveau cadre mondial pour la biodiversité, le Gabon soutient avec vigueur l'adoption de l'objectif de protection de 30 % des terres et des océans de notre planète. En effet,

sans un tel engagement, les écosystèmes irremplaçables de notre pays sont voués à disparaître. De plus, une bonne gestion de la biodiversité doit conduire également notre pays à développer une économie verte pouvant significativement contribuer au développement économique.

Depuis l'institution de la Journée mondiale de l'environnement en 1972, quel bilan en matière de protection de la biodiversité ?

Vos perspectives.

- Comme je vous l'ai dit, la communauté scientifique nous alerte sur les conséquences de l'action de l'Homme et d'un développement non maîtrisé sur la biodiversité. Malgré les discours et les annonces, le rapport de la Plateforme intergouvernementale de politique scientifique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) a annoncé, en 2019, que nous faisons face à une extinction de masse. 75 % du milieu terrestre est "sévèrement altéré" et plus de deux tiers du milieu marin sont sujets à des impacts négatifs croissants. D'ici 2100, le changement climatique pourrait entraîner la perte de plus de la moitié des espèces d'oiseaux et de mammifères africains, une baisse de 20 à 30 % de la productivité des lacs et une perte importante d'espèces végétales de notre continent. C'est véritablement alarmant pour l'humanité et, donc, pour le Gabon. Il nous appartient donc de transformer nos modes de vie, de production et de consommation au niveau mondial, des États et même des individus. Dans un pays comme le nôtre, il nous faut renforcer les processus de protection du patrimoine existant, mais également nous adapter aux effets irréversibles auxquels nous devons déjà faire face. Le changement climatique, l'érosion côtière, la montée du niveau de la mer nous imposent de prendre de nouvelles dispositions en termes de mode de vie et de gestion durable de nos territoires.

Photo: DR